

Terres rares lourdes scandinaves

TASMAN METALS. *Le gisement de Norra Kärr devrait être exploité pendant au moins 40 ans. Et suffire à tout l'approvisionnement européen.*

Tasman Metals s'est spécialisé dans l'exploration des terres rares et du tungstène dans des juridictions stables où l'expertise et les infrastructures ne posent aucun problème. La société possède des concessions en Suède et en Finlande, régions connues pour leur richesse en métaux et minerais rares. Rappelons que le cérium, l'erbium, l'holmium, le lanthane, le scandium, le terbium, le thulium, l'ytterbium et l'yttrium ont été d'abord découverts en Suède et que la bastnaésite, un rare fluorocarbonate de terres rares, doit son nom au village suédois de Bastnäs. Nous avons profité de la présence de Mark Saxon, président et CEO de Tasman, au Swiss Mining Institute à Genève pour lui poser quelques questions sur l'exploitation de ces minerais critiques pour l'industrie moderne,

Pourquoi les terres rares ?

La valeur des terres rares (ou des métaux critiques) tient à leurs propriétés physiques exceptionnelles d'émission de lumière ou à leur capacité à former des aimants très puissants. Avec pour conséquence leur utilisation dans la plupart des technologies nouvelles, des ordinateurs au transport et de la médecine aux énergies vertes. Elles sont critiques dans l'électronique, l'automobile, l'industrie du verre et de la céramique. On les trouve dans les PCs, les véhicules hybrides, les téléphones mobiles, les éco-

liennes et les appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM). Avant 2009, l'ensemble de l'industrie comptait sur la production chinoise. Avec l'embargo sur l'exportation décidée par les autorités chinoises en 2010, les pays développés ont découvert combien ces minerais étaient critiques. Ce qui a galvanisé l'exploration et l'exploitation dans des zones plus accessibles et moins sujettes aux pressions géopolitiques.

Pourquoi exploitez-vous dans les pays nordiques ?

Le consensus en Europe est d'éviter les zones fortement peuplées pour ne pas créer de pollution industrielle ou extractive. Les pays nordiques s'y prêtent particulièrement bien. Par ailleurs, ils offrent un environnement légal très favorable aux sociétés d'exploitation et une forte tradition dans ce domaine qui assure la présence des compétences nécessaires. La Suède, en particulier, offre des conditions particulièrement intéressantes.



MARK SAXON. La Suède offre un environnement très favorable aux industries extractives.

Où sont situés vos gisements et quel est leur potentiel ?

Notre projet Norra Kärr de terres rares lourdes et de zircon est situé à 300 kilomètres au sud de Stockholm. C'est une découverte que nous avons faite en 2009 et qui présente l'avantage d'être localisée dans une zone proche des villes de Jönköping et de Linköping ce qui nous assure la proximité du personnel nécessaire pour la mise en valeur des gisements. Grâce aux hautes teneurs de la roche, ce projet est le quatrième au monde en termes de terres rares lourdes, c'est-à-dire celles qui posent des problèmes d'approvisionnement. L'étude que nous avons publiée en juillet dernier établit que les ressources rocheuses se montent à près de 60 millions de tonnes. A un taux d'exploitation de 6800

tonnes de terres rares par an, la mine devrait être exploitée pendant au moins 40 ans. Et suffire à tout l'approvisionnement européen.

Nous avons un second projet de terres rares lourdes à Olserum acquis en 2011, à une centaine de kilomètres de Norra Kärr. Les premières explorations ont été réalisées par une société suédoise dont nous avons repris les droits. Moins important que le premier, il bénéficie du même environnement exceptionnellement favorable.

Quelles terres rares seront exploitées dans vos gisements ?

Nous extrairons l'ensemble des 15 terres rares lourdes ainsi que du zircon. Compte tenu des prix, la moitié de notre chiffre d'affaires sera généré par le dysprosium. L'yttrium et le néodyme en représenteront également une part importante.

A qui ces matériaux sont-ils destinés ?

Notre unité de transformation se chargera de la première étape - broyage, extraction par force magnétique puis traitement à l'acide - et les concentrés qui contiennent les quinze métaux seront livrés

par camion pour séparation des différents composants à une usine spécialisée en France.

Quels sont les avantages de ces projets ?

La valeur actuelle de Norra Kärr est de 1,46 milliard de dollars (en utilisant un prix conservateur des minerais). Ce qui caractérise le projet est le faible montant de capital requis en raison de l'excellence de l'infrastructure locale - accès routier et ferroviaire, disponibilité électrique - et de coûts de production très compétitifs, de l'ordre de 10,93 dollars le kilo de concentré TREO. Le sous-produit principal de la mine sera le zircon mais nous envisageons également produire de la néphéline pour l'industrie du verre européenne.

INTERVIEW:

NICOLETTE DE JONCAIRE

NORRA KÄRR EST LE QUATRIÈME PROJET AU MONDE EN TERMES DE TERRES RARES LOURDES. GRÂCE AUX HAUTES TENEURS DE LA ROCHE.

Cinquième édition du Swiss Mining Institute

Le Swiss Mining Institute attaque sa cinquième édition. A Genève aujourd'hui et à Zurich demain, avec 200 participants dans chaque ville. On y retrouve quelques habitués dont le gérant phare de Commodities Asset Management, Alain Corbani, qui préside la conférence. De retour à Genève également les sociétés Great Panther Silver (*L'Agefi* du 20

février 2013), True Gold Mining, South American Ferro Metals ainsi que Northern Superior Resources. Manuel Bally, organisateur de la conférence, s'est également assuré la présence d'Urs Gmur, fondateur et CEO de Dolefin, gestionnaire du fameux fonds REE (Rare Earth Elements Fund) ainsi que du fonds socialement responsable Metal Explo-

ration (*L'Agefi* du 14 février) et de Bernhard Graf, gérant du fonds AMG Gold, Mines & Metals. Parmi les nouveaux venus, le Swiss Mining Institute accueille Inca One Resources, Rye Patch Gold, Matamec et Pershimco. Sans oublier Tasman Metals, spécialiste de l'exploration des terres rares dans le nord de l'Europe (lire ci-joint). (NJJN)

Le pétrole termine en baisse à New York

Le baril de light sweet crude a cédé 81 cents sur le Nymex. Pour s'établir à 98,08 dollars.

Les cours du pétrole coté à New York ont terminé en baisse lundi, les investisseurs observant que la crise ukrainienne n'avait pas pour l'instant provoqué de perturbations majeures sur le marché de l'énergie.

Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en avril a cédé 81 cents sur le New York Mercantile Exchange (Nymex) pour s'établir à 98,08 dollars. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a terminé à 106,24 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 1,97 dollar par rapport à la clôture de vendredi, soit son plus faible niveau depuis début février.

En Crimée, le référendum de dimanche a débouché sur un vote massif en faveur du rattachement de la péninsule ukrainienne à la Russie et la région a demandé officiellement lundi son rattachement à Moscou.

En dépit de la décision du Parlement ukrainien de mobiliser une partie de ses forces armées pour faire face à «l'ingérence» de la Rus-

sie, la situation est pour l'instant restée «pacifique» «même si les dirigeants occidentaux continuent de qualifier le référendum «d'illégal et d'illégitime», a souligné Tim Evans de Citi.

L'Union européenne et les Etats-Unis ont bien adopté lundi des sanctions ciblées contre de hauts responsables russes ou pro-russes pour envoyer, selon eux, un «message fort» au Kremlin.

«Mais les sanctions adoptées jusqu'à présent sont plus mesurées que ce que la rhétorique politique de certains avait laissé entendre. Le marché semble avoir le sentiment que le pétrole et le gaz vont continuer à couler à flot (depuis la Russie vers l'Europe, NDLR), y compris via l'Ukraine», a relevé Tim Evans.

«Personne ne s'attend à ce que les secteurs pétrolier et gazier soient affectés (par les sanctions), puisque les conséquences économiques négatives seraient simplement trop graves pour les deux côtés», ont signalé de leur côté les experts de Commerzbank.

En effet, «environ un tiers des importations de pétrole et de gaz de l'Union européenne (UE) viennent de Russie» et «la Russie tire environ 70% de ses revenus à l'exportation du secteur énergétique», ont-ils précisé. ■

Divergence sur les prix des frets pétroliers

Le Baltic Dry Index a fini vendredi à 1477 points. Il avait atteint 1580 points mardi. Son niveau le plus élevé depuis deux mois.

Les prix des transports de matières premières sèches ont chuté en fin de semaine dernière, après avoir atteint leur plus haut niveau en deux mois, tandis que les frets pétroliers divergeaient.

Indice phare du marché, le Baltic Dry Index (BDI), qui fournit une estimation moyenne des tarifs pratiqués sur 20 routes de transport en vrac de matières sèches (minerais, charbon, métaux, céréales, etc.), a fini vendredi à 1477 points, contre 1543 points une semaine auparavant. Mardi, le BDI avait atteint 1580 points, son niveau le plus élevé depuis deux mois, porté comme les semaines précédentes par une hausse des échanges de minerai de fer entre l'Australie (premier exportateur mondial) et la Chine (premier consommateur mondial).

Mardi, le Baltic Capesize Index (BCI), qui compile les tarifs de la

catégorie de navires «Capesize», avait également atteint un plus haut en deux mois, à 3045 points. Mais les tarifs des Capesize (forcés par leur taille imposante à naviguer au large des caps Horn et de Bonne-Espérance) ont brutalement chuté mercredi après une forte baisse du prix du minerai de fer causée par «des rumeurs sur un resserrement du crédit et la montée des stocks dans les ports en Chine», ont expliqué les analystes du courtier maritime Fearnleys.

Le BCI a donc terminé la semaine à 2677 points, contre 2980 points le vendredi précédent. De son côté, le marché des «Panamax», ces navires dont les dimensions sont adaptées au passage du canal de Panama, a tenté de se redresser la semaine dernière, après avoir atteint la semaine d'avant un plus bas en six mois.

Le Baltic Panamax Index (BPI), qui synthétise les tarifs pour quatre routes (la plupart pour les céréales) empruntées par des navires de la catégorie «Panamax», a terminé à 1113 points vendredi, contre 1075 points une semaine auparavant. «Le moral des opérateurs était plutôt atone» la semaine dernière, mais les propriétaires de

navires s'attendaient à une amélioration du marché, qui avait été peu actif ces derniers temps, ont indiqué les experts du courtier ICAP Shipping.

Enfin, les tarifs des transports pétroliers ont de nouveau divergé la semaine dernière, les prix pour l'acheminement de pétrole brut continuant de décliner tandis que ceux pour le transports de produits pétroliers restaient stables. L'indice Baltic Dirty Tanker Index (BDTI), moyenne des tarifs pratiqués sur dix-sept routes de transport de pétrole brut, a fini à 679 points vendredi, contre 689 points la semaine précédente. Jeudi, le BDTI a touché son plus bas niveau depuis fin novembre, à 676 points. «Les nouvelles commandes (de transport de brut) pour mars sont tombées au goutte-à-goutte, ce qui a fortement pesé sur les tarifs des VLCC (les plus gros pétroliers)», a-t-on rapporté chez Fearnleys. Le Baltic Clean Tanker Index (BCTI), moyenne des tarifs pratiqués sur six routes de produits pétroliers raffinés (essence, gaz liquéfié, fioul de chauffage, etc.), a terminé à 626 points vendredi, contre 625 points sept jours auparavant. ■

La tendance favorable aux dettes périphériques

Les pays les plus fragiles de la zone euro ont profité d'une petite baisse de leurs taux d'emprunt lundi, grâce au spectre limité des sanctions prises à l'encontre de la Russie dans le dossier ukrainien.

«Les sanctions ne devraient pas être très élevées et les investisseurs retrouvent un peu le goût du risque. (...) La configuration est plutôt favorable aux dettes périphériques aujourd'hui», résume Cyril Regnat, stratège obligataire chez Natixis.

«Les volumes ne sont pas extrêmement marqués compte tenu des incertitudes qui perdurent», nuance-t-il.

A 18h (17h GMT), le taux d'emprunt à 10 ans de l'Espagne a terminé en légère baisse à 3,318%. Il avait fini à 3,339% vendredi à la clôture sur le marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise. Le rendement à 10 ans de l'Italie s'est également un peu détendu à 3,377% contre 3,405% vendredi, tout comme celui de l'Irlande à 3,016% contre 3,405%.

La détente était plus marquée sur le taux d'emprunt du Portugal, à 4,519% contre 4,599%.

«Cela fait suite aux chiffres de la croissance qui ont été révisés en hausse et (intervient) à la veille d'un discours du Premier ministre qui doit présenter sa feuille de route pour la sortie du plan d'aide» international à Lisbonne, explique Cyril Regnat.

Sur le dossier ukrainien, les occidentaux ont annoncé quelques sanctions, au lendemain du vote massif de la Crimée en faveur de son rattachement à la Russie. Bruxelles a décidé de gels d'avoirs contre 21 responsables ukrainiens et russes, dont 13 Russes et a promis de nouvelles sanctions dans les prochains jours. Aucun membre du gouvernement russe n'est visé par l'UE, ni aucune société russe.

De son côté, Washington a sanctionné sept hauts responsables russes, par des gels de leurs avoirs. Le président américain Barack Obama s'est également dit prêt à imposer des sanctions supplémentaires à la Russie, tout en affirmant qu'une solution diplomatique restait possible pour sortir de la crise ukrainienne.

Ces sanctions ont été l'occasion pour les investisseurs de revenir sur les dettes des pays fragiles, mais «on est quand même assez loin d'une accalmie», juge Cyril Regnat.

«La remontée du taux allemand (une valeur refuge, qui doit se tendre lorsque la crise ukrainienne s'éloignera, ndlr) reste très limitée, donc on voit que les investisseurs restent prudents», ajoute le stratège obligataire.

Le taux allemand à 10 ans est ainsi légèrement monté, à 1,567% contre 1,546% vendredi.

Celui de la France lui a emboîté le pas, à 2,131% contre 2,123%. Hors zone euro, le taux britannique à 10 ans est remonté à 2,682% contre 2,664%.

Sur le marché interbancaire, l'Euribor est descendu à 0,303% contre 0,304% vendredi, tout comme le Libor à 0,234% contre 0,235%. ■